

Les crédits

• (1610)

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée).

M. Rex Crawford (Kent): Monsieur le Président, je suis content de pouvoir parler aujourd'hui d'une question capitale et grave pour ma circonscription et pour le Canada: l'environnement.

L'indifférence du gouvernement pour le financement de la protection de l'environnement nous touche de près. Les parties septentrionales de ma circonscription sont baignées par un cours d'eau qui est l'une des pires sources de pollution du Canada, la rivière St. Clair. Les agglomérations en aval de la zone d'industries chimiques songeaient à installer des canalisations à partir du lac Huron. Les habitants de la région auraient alors pu compter sur une source d'eau potable. Ils auraient su que leur eau n'était pas saturée de produits chimiques déversés dans les cours d'eau, de substances toxiques et de saletés d'origine inconnue. Ceux de Wallaceburg, de Dresden, de la réserve indienne de Walpole Island et des cantons environnants ne seraient pas constamment menacés par des déversements et ne s'inquièteraient plus de la qualité de l'eau.

Le projet de canalisation du lac Huron, financé à 79 p. 100 par le gouvernement de l'Ontario, a été annoncé en 1986. Le gouvernement fédéral devait jouer un rôle dans ce projet. La rivière St. Clair est un cours d'eau international, et les conservateurs ont déclaré que la question de l'environnement avait la plus grande priorité dans leur programme d'action. Le nouveau ministre a multiplié les déclarations sur la conservation d'un environnement sain pour nos enfants et nos petits-enfants.

Le projet de canalisation du lac Huron est le symbole de l'inaction et de l'incompétence du gouvernement en matière d'environnement. Le ministre a déclaré la semaine dernière que le gouvernement ne participerait pas à ce projet. C'est une réponse honteuse qui traduit son indifférence. A un moment où nous avons besoin de lui, le gouvernement se dérobe à ses responsabilités et refuse un rôle de premier plan dans le domaine de l'environnement. Les conservateurs se lavent les mains du problème des agglomérations situées en aval de la zone d'industries chimiques. Ils ne se sentent pas concernés par les 300 déversements de produits chimiques dans un cours d'eau international que ces agglomérations ont subies depuis trois ans.

Nous nous sommes laissés conter des balivernes par un gouvernement qui a dépensé beaucoup de capital politique au cours de la dernière campagne électorale à proclamer à tous vents son renouveau d'intérêt pour l'environnement, à déclarer, discours après discours, qu'il ne se limiterait pas à se dire préoccupé par l'environnement, mais qu'il se mettrait vraiment à la tâche. Il est facile de faire des promesses, mais il faut de l'argent pour les

tenir. Le gouvernement et l'actuel ministre de l'Environnement auraient pu faire preuve de leadership en apportant leur contribution au pipeline du lac Huron, mais ils ont refusé sous prétexte que ce problème ne les concernait pas.

Le gouvernement a refusé toute participation financière parce que, selon lui, il s'agissait d'infrastructure municipale. C'était une dérobade. Nous savons que le gouvernement n'a pas la détermination nécessaire pour aider nos municipalités à réparer les routes, les ponts et les réseaux d'égout. C'est une politique déplorable qui devrait être modifiée.

Le Parti libéral et le Nouveau Parti démocratique ont tous deux reconnu que, dans quelques années, le Canada commencera à se désagréger sous nos pieds si le gouvernement fédéral n'intervient pas sur le plan de l'infrastructure. La politique des conservateurs est déplorable et nous sommes loin de l'approuver, mais, dans le comté de Kent, il ne s'agit pas d'infrastructure municipale, mais bien de l'environnement. Les villes de Wallaceburg et de Dresden et la réserve de l'île Walpole n'ont pas de problème avec leurs ponts, monsieur le Président, ni avec leurs chemins ou leurs réseaux d'égout.

Toutefois, les habitants ont la peur constante de voir se produire un déversement important qui les chasserait de chez eux. Les ouvrages de prise d'eau ont été fermés plusieurs fois en 1989 seulement. Le pire incident s'est produit le 22 mars, lorsque treize tonnes de polyéthylène-glycol ont été déversées dans la rivière St. Clair. Les responsables des installations situées en aval n'en ont été informés que dix heures plus tard. Le produit chimique s'était déjà infiltré dans les infrastructures. Pour la première fois de leur vie, les habitants ont été informés de ne pas boire de leur eau. Pas de café le matin, ni d'eau pour les enfants ou les circuits de refroidissement dans les usines.

Les habitants de Wallaceburg ont été choqués, humiliés de se voir obligés de faire la queue comme des réfugiés pour avoir de l'eau. Ils ont dû se rendre dans un centre commercial avec des pichets, des pots et des bouteilles et ils ne pouvaient s'approvisionner qu'un jour à la fois. Les travailleurs ont dû retourner chez eux. Wallaceburg est une ville industrielle comptant beaucoup d'ateliers d'outillage et de pièces d'automobile qui ont besoin d'eau pour leurs circuits de refroidissement. Les personnes âgées et retenues à la maison ont reçu leur eau par camion. Les enfants d'école ont bu de l'eau en bouteille. L'hôpital du district de Sydenham a reçu de l'eau par camion pour soigner les malades et les mourants.

J'ai attiré l'attention du ministre sur cette triste situation et il s'est montré compatissant. Il a déclaré qu'il se préoccupait vraiment de l'environnement. Nous avons fixé une réunion avec des délégués de la région pour discuter de la question. Le ministre a rencontré le maire